

# Politique budgétaire à moyen terme en période de crise

## Options de politiques pour les pays africains

Jean-Philippe Stijns

Économiste

Bureau Afrique

Centre de développement de l'OCDE



**FORUM FISCAL AFRICAIN**

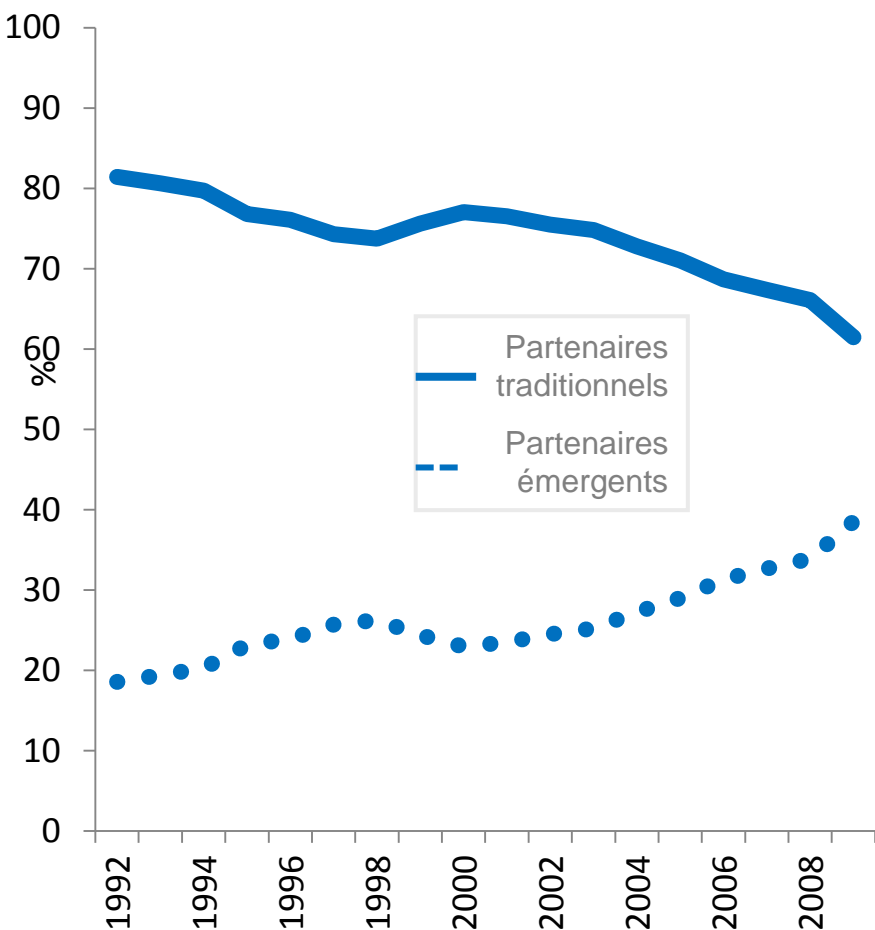
« Défis de la politique budgétaire en  
Afrique »

Trésorerie nationale de l'Afrique du Sud / FMI  
Le Cap– 10 et 11 novembre 2011

# Plan de la présentation

- 1 Risques macroéconomiques pour le continent africain
- 2 L'impact sur les perspectives budgétaires des pays africains
- 3 Comment améliorer la gestion des risques dans le budget?
- 4 Comment soutenir les pays ?

# 1. Risques macroéconomiques pour le continent africain (1/3)



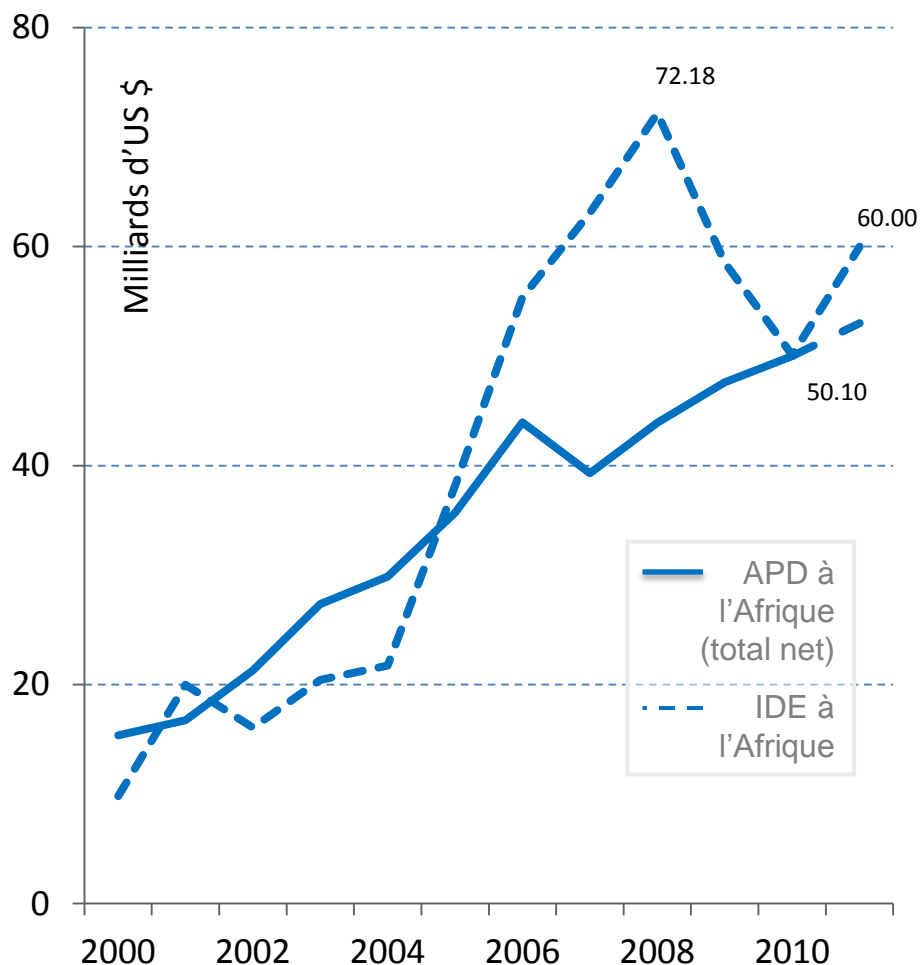
Les **relations financières** sont relativement faibles  
MAIS  
les **relations commerciales** sont relativement importantes (bien que moins importantes que dans les pays de l'OCDE).

## Éléments à retenir :

- La montée en puissance des économies émergentes comme partenaires commerciaux pour les pays africains...
- L'impact du cycle conjoncturel global dépend du type de matières premières exportées par le pays...

Source: BAfD, OCDE, PNUD, CENUA (2011)

# 1. Risques macroéconomiques pour le continent africain (3/3)



- APD : Le scénario le plus optimiste, que l'on puisse éventuellement envisager est d'espérer que les flux d'APD resteront constants en termes nominaux, pour aller de l'avant...

- $\frac{3}{4}$  de l'IDE lié à l'Afrique provient toujours des pays de l'OCDE.

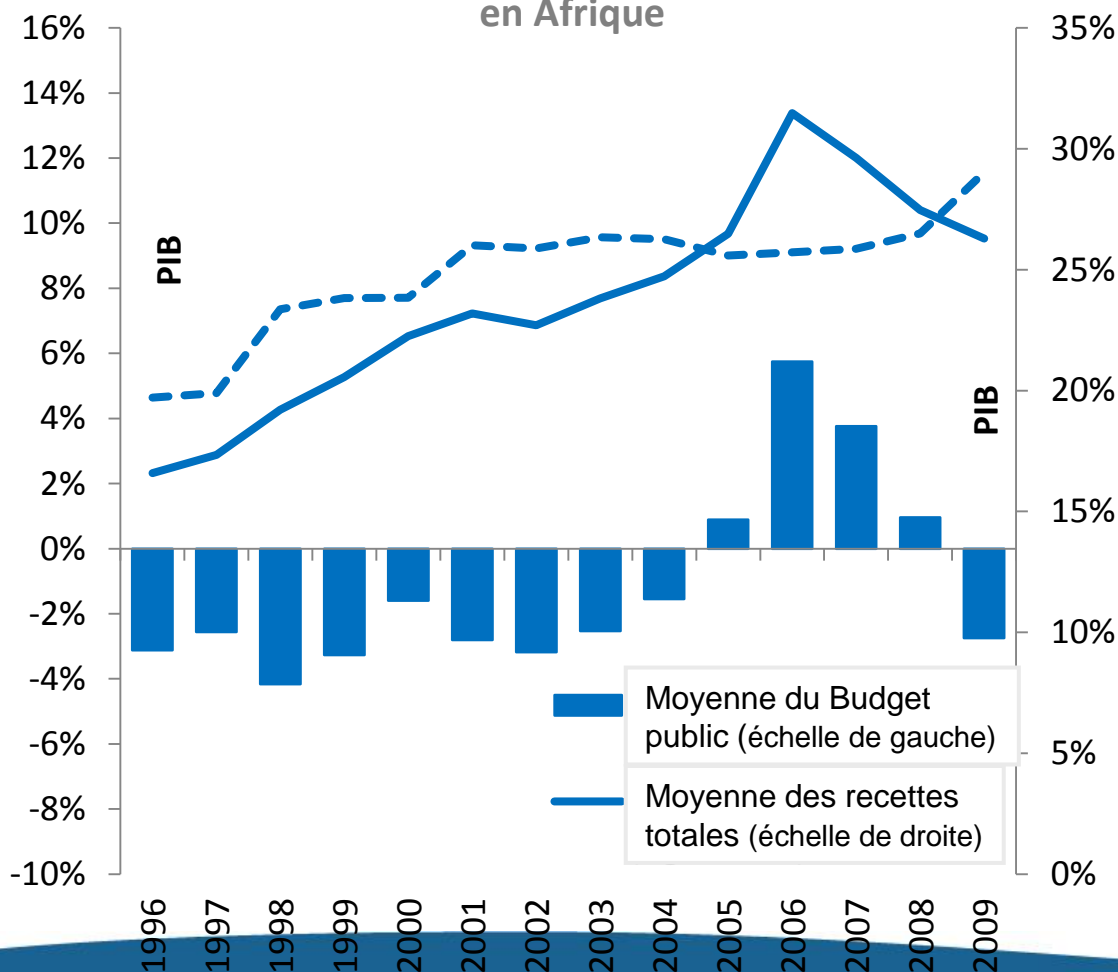
- Les remises de fonds ont fortement pâti au cours de la crise et seront touchées par une aggravation de la crise

Source : BAfD, OCDE, PNUD, CENUA (2011)

## 2. Impact sur les perspectives budgétaires des pays africains (1/2)

Moyenne du budget de l'État (dons compris)

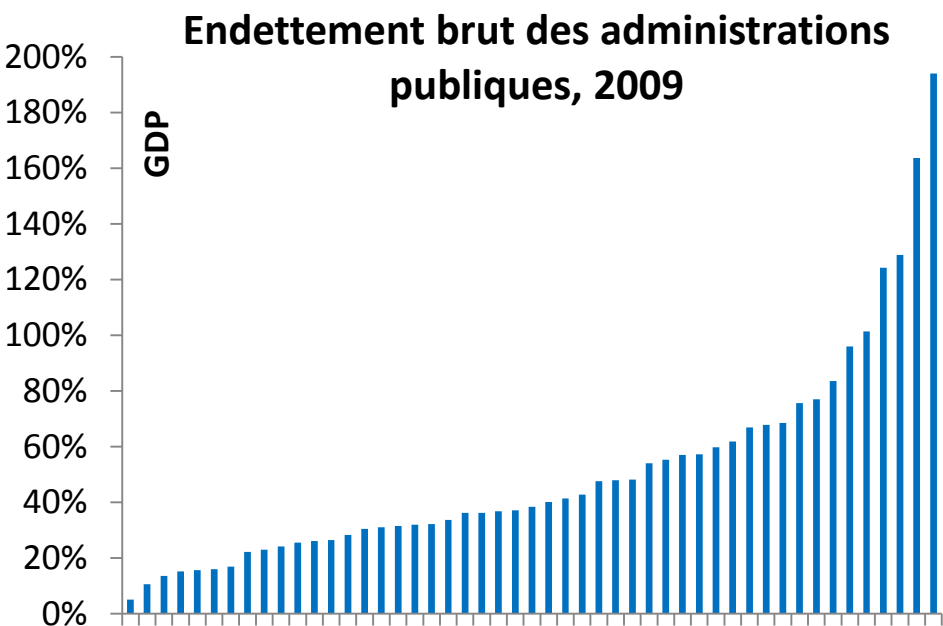
en Afrique



La conduite budgétaire est généralement saine mais peut être renforcée dans des dimensions importantes :

- Améliorer la gestion des finances publiques pendant le cycle et éviter
  - la surchauffe pendant l'expansion
  - la détérioration ultérieure de la situation budgétaire globale

## 2. Impact sur les perspectives budgétaires des pays africains (2/2)



- Viabilité à moyen terme des finances publiques
- Faire attention à ne pas compromettre la viabilité de la politique budgétaire durement gagnée

En fait :

- Les pays qui connaissent une situation budgétaire saine et qui maîtrisent l'inflation sont plus aptes à amortir les chocs.
- La politique budgétaire discrétionnaire dans les pays qui gèrent des déficits plus importants, à tendance à suivre les mouvements cycliques ( procyclique).

### 3. Améliorer la gestion des risques dans le budget

- Les **règles budgétaires** obligatoires peuvent induire une **politique budgétaire plus contracyclique**:
  - Les règles d'équilibre (solde) budgétaire, les règles d'endettement, les règles de dépenses, les règles du solde structurel...
  - Les objectifs du solde budgétaire sont généralisés, cependant un nombre plus restreint de pays mettent également en œuvre les règles de dépenses.
  - Les règles de dépenses sont moins susceptibles d'engendrer une procyclicité significative. Même si, elles présentent aussi des inconvénients en limitant les réactions politiques aux développements cycliques soudains.
- La prise de décisions devraient être guidée par **une évaluation plus précise des phases cycliques**
- « **Des conseils fiscaux** » ou d'autres entités indépendantes peuvent faciliter l'acceptation par le public de la nécessité d'appliquer la prudence budgétaire.
- Les **projections des dépenses pluriannuelles** existantes pourraient recevoir un meilleur statut :
  - rendre l'enveloppe des dépenses pour les budgets prévisionnels **juridiquement contraignante** ;
  - des modifications juridiques seront nécessaires pour les réviser;
  - présenter lesdites modifications au **grand public** et à **l'examen** parlementaire.

## 3. Améliorer la gestion des risques dans le budget

### **Le solde budgétaire structurel**

- est en principe un objectif préférable au solde budgétaire global, car il permet le plein fonctionnement des stabilisateurs automatiques, qui devraient atténuer le cycle.
- se relève difficile à utiliser dans la pratique
- il faut que les techniques associées aux estimations et aux prévisions du solde structurel soient suffisamment solides pour que de telles règles soient appliquées.

### **Une règle de dépenses**

- peut être utile en limitant l'expansion budgétaire en phases ascendantes du cycle économique
- est particulièrement importante pour soutenir la consolidation budgétaire
- est relativement transparente, facile à mettre en œuvre et à contrôler
- n'est pas habituellement définie comme permanente, mais est renouvelée par le biais du processus politique ou de manière glissante (pour les trois prochaines années, par exemple).
- ne devrait pas être considérée en tant qu'objectif extérieurement imposé
- Il n'y a aucun « bon » niveau de dépenses, associé sans ambiguïté à de meilleurs résultats économiques.
- est fondée sur le consensus social et reflète les préférences de la société.

### 3. Améliorer la gestion des risques dans le budget

**Pour que les règles budgétaires soient efficaces, elles doivent être :**

- transparentes et faciles à contrôler
- soutenues par les institutions qui améliorent la transparence et l'obligation de rendre compte
- suffisamment souples pour réagir aux divers chocs
- adaptées aux besoins de l'économie
- soutenues par la volonté politique de maintenir des finances publiques prudentes

**La suspension des règles budgétaires à la suite de chocs économiques extrêmes soulève la question de savoir comment rétablir la crédibilité :**

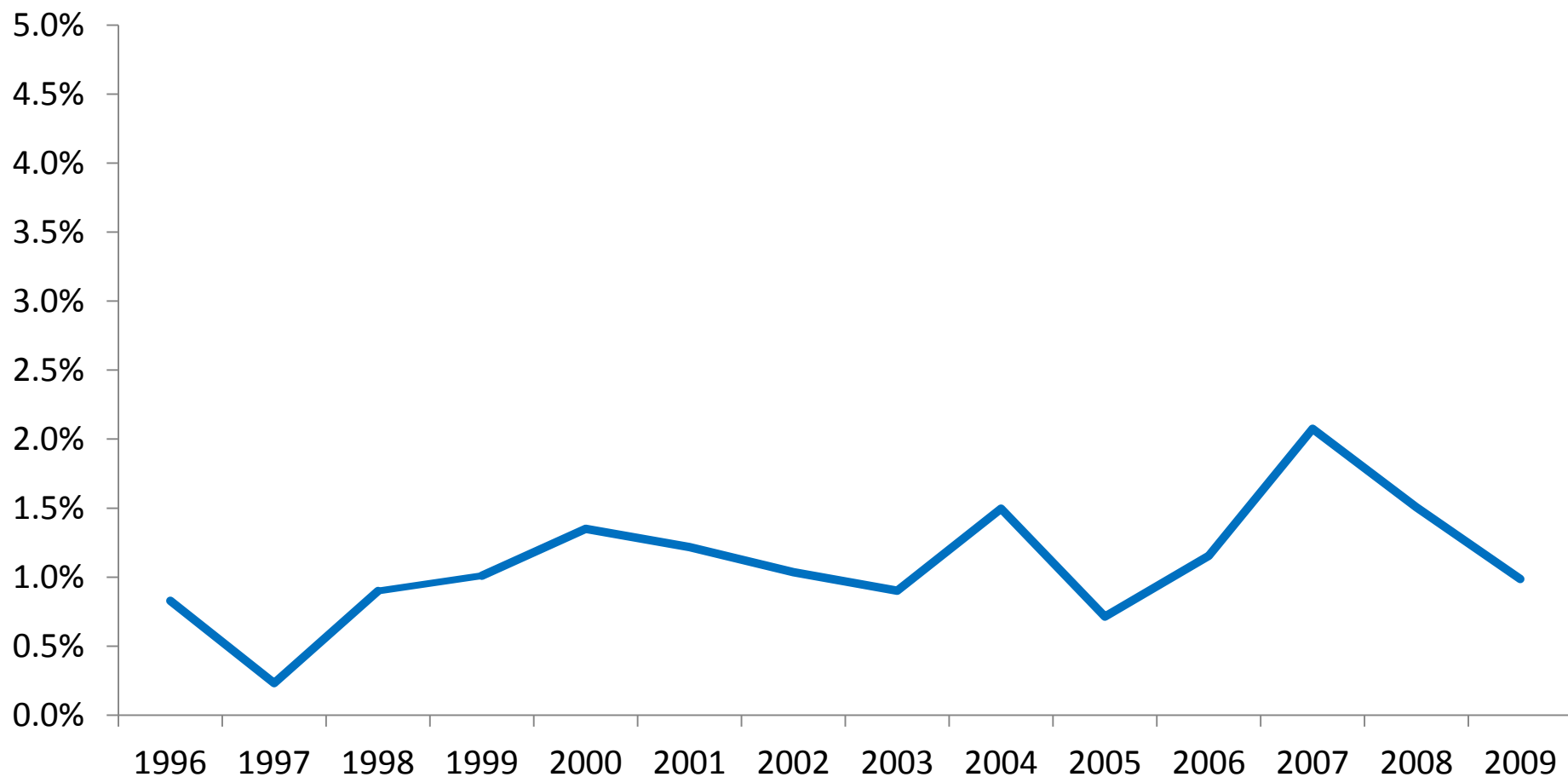
- Établir un solide bilan permet de conforter les attentes d'un retour de la politique fiscale sur la voie d'une croissance durable
- Définir les conditions en vertu desquelles la règle budgétaire peut être suspendue temporairement et énoncer la trajectoire du retour à la règle peut aussi renforcer la crédibilité

## 4. Soutenir les pays africains à risques budgétaires...

- S'en tenir aux engagements et plus que jamais essayer de rendre l'aide plus prévisible...
- Soutenir les pays africains autant que possibles, en tant qu'investisseurs et **partenaires commerciaux**. En particulier il faut résister à la tentation du protectionnisme et de politiques du chacun pour soi (politique de l'égoïsme sacré).
- Enfin, une note spéciale de prudence s'applique aux **pays d'Afrique du Nord**...
- Appuyer les initiatives qui aident les pays africains à améliorer la capacité de mieux gérer leurs finances publiques en général :
  - Centre africain pour la gestion de la dette souveraine
  - Forum africain sur l'administration fiscale
  - CABRI (Initiative africaine concertée sur la réforme budgétaire)

## 4. Soutenir les pays africains à risques budgétaires...

Part de l'APD pour **la gestion** des finances publiques en Afrique



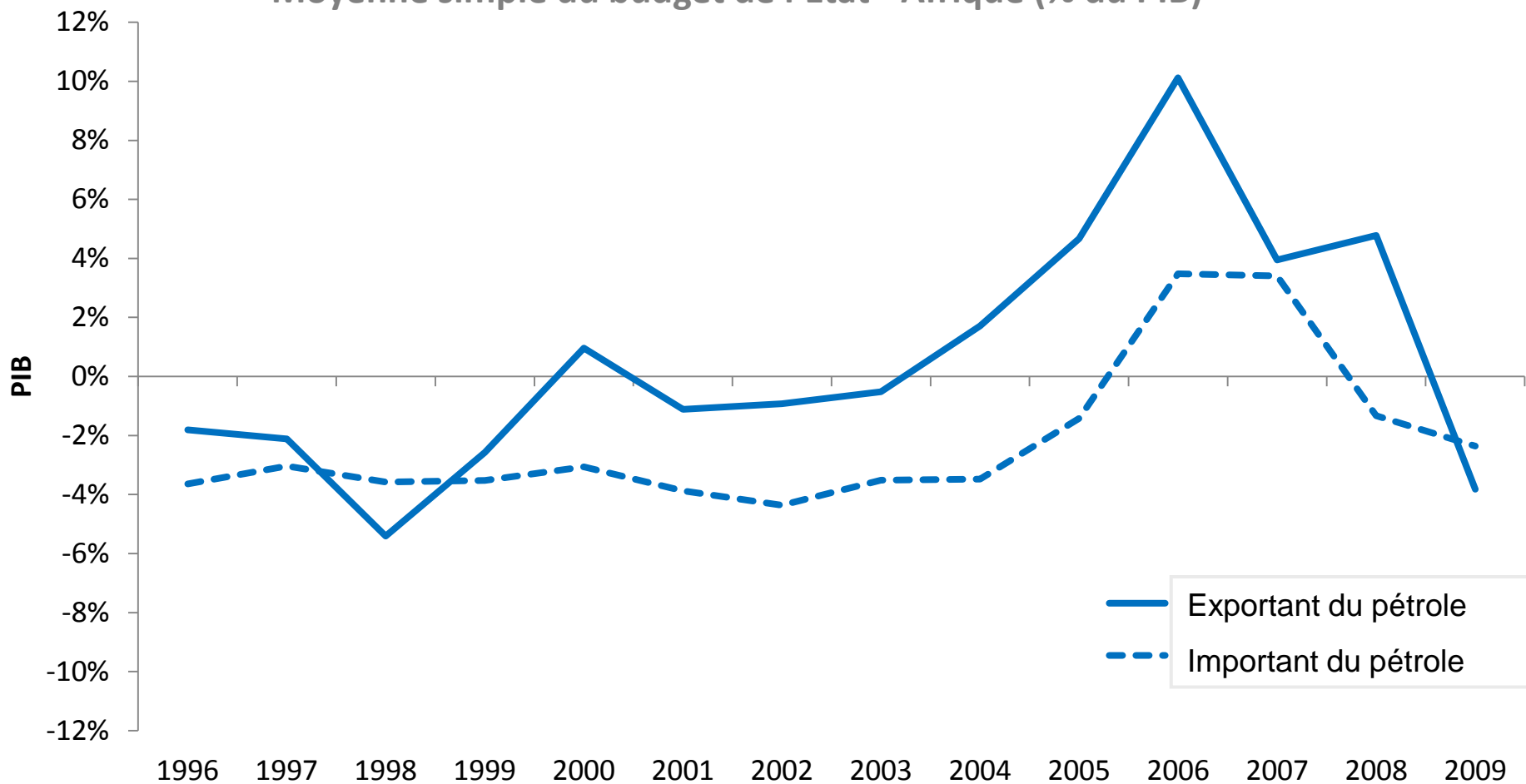
Merci



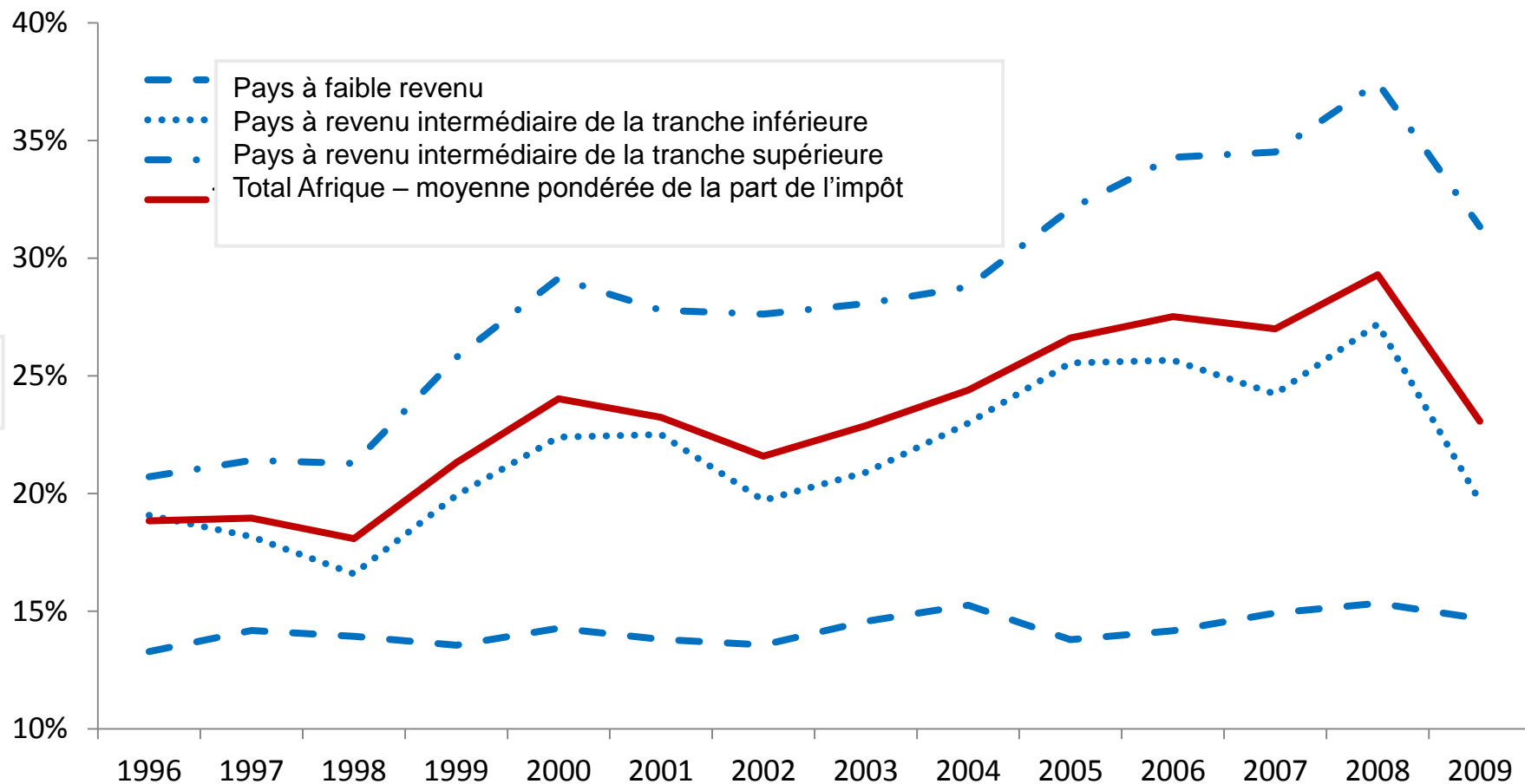
[Jean-philippe.stijns@oecd.org](mailto:Jean-philippe.stijns@oecd.org)

# Pays exportateurs de pétrole montrant une volatilité plus importante

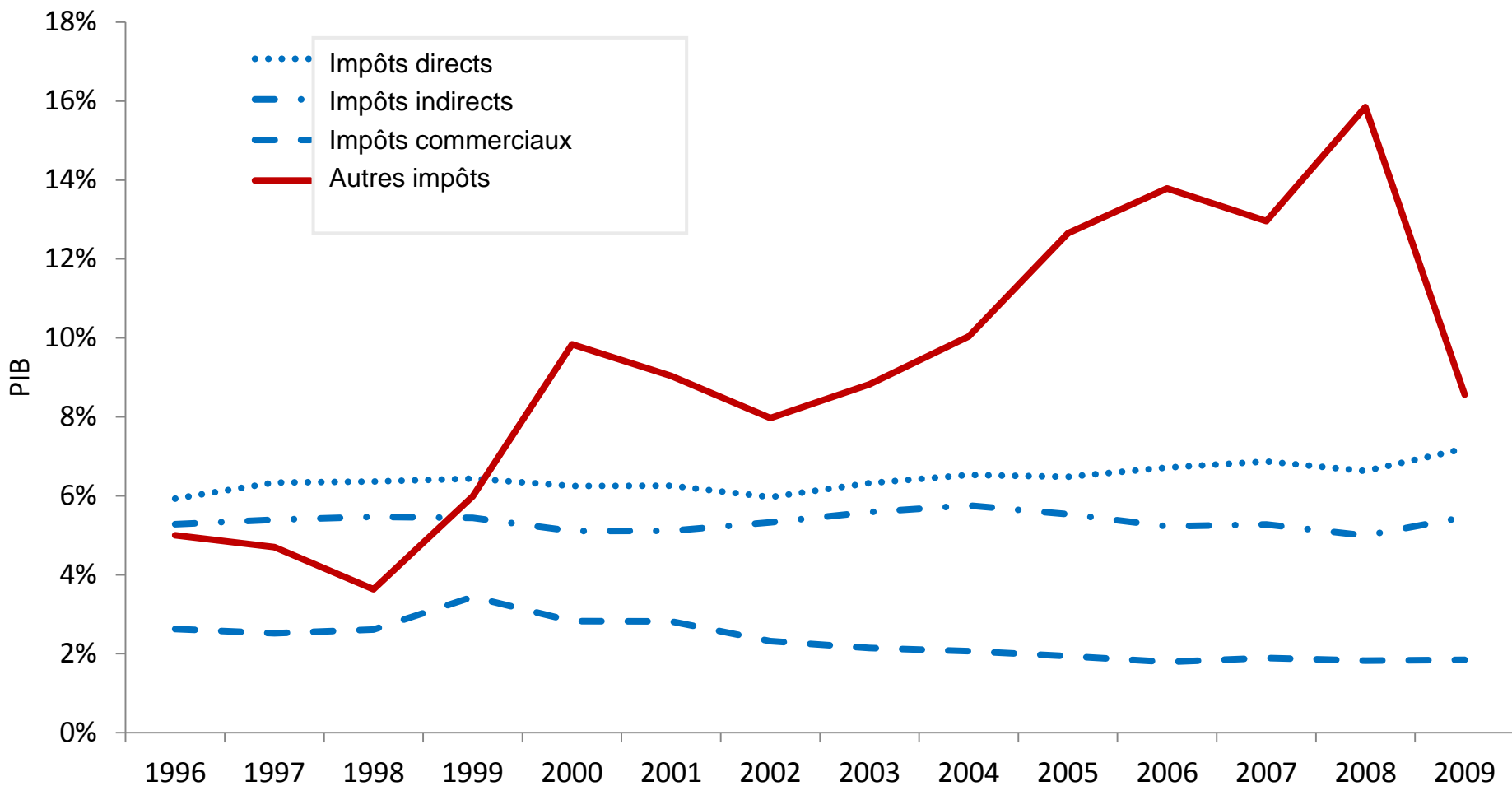
## Moyenne simple du budget de l'État - Afrique (% du PIB)



# Moyenne de la part de l'impôt par groupe de revenus en Afrique

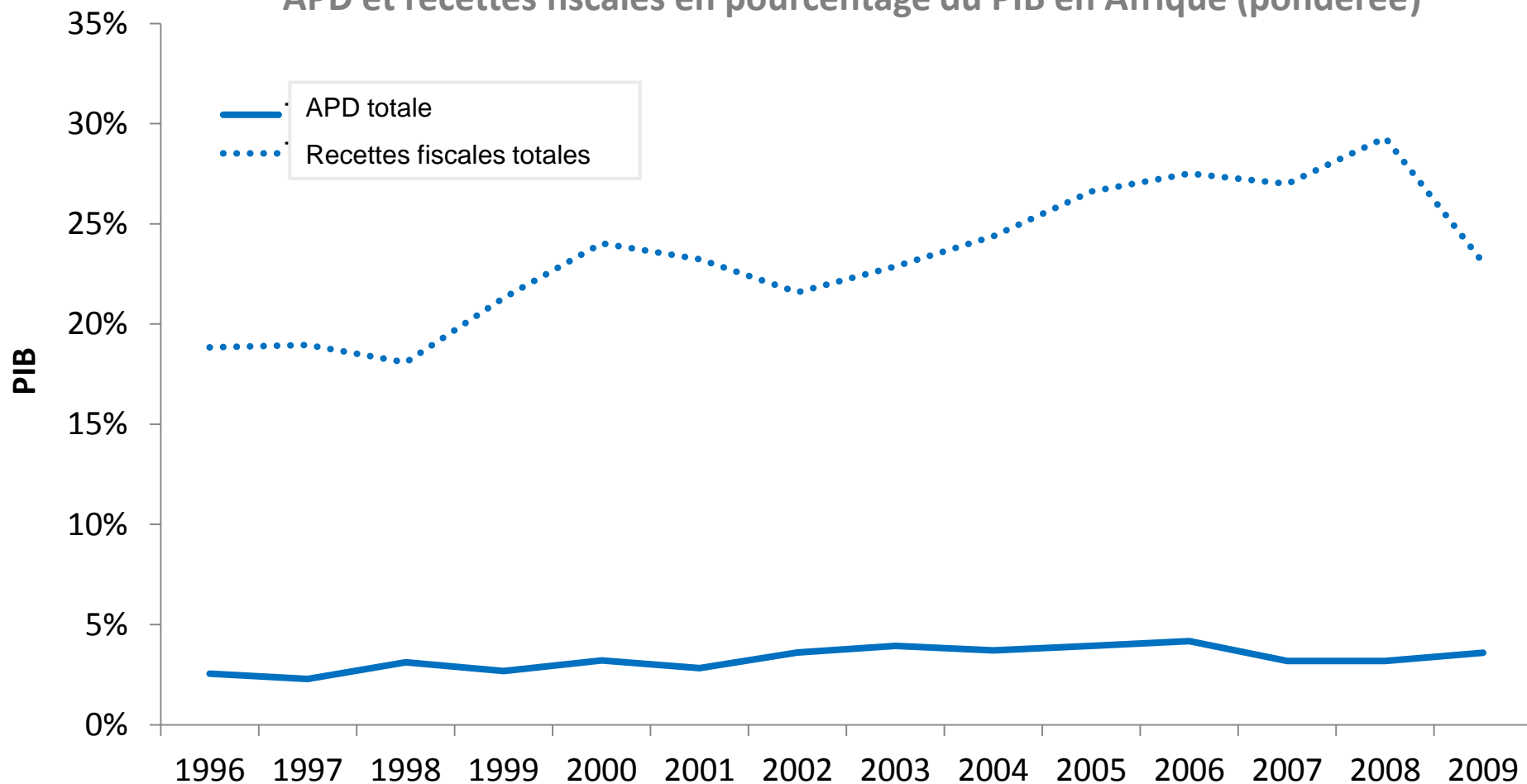


# Parts de l'impôt des différentes catégories fiscales – Afrique

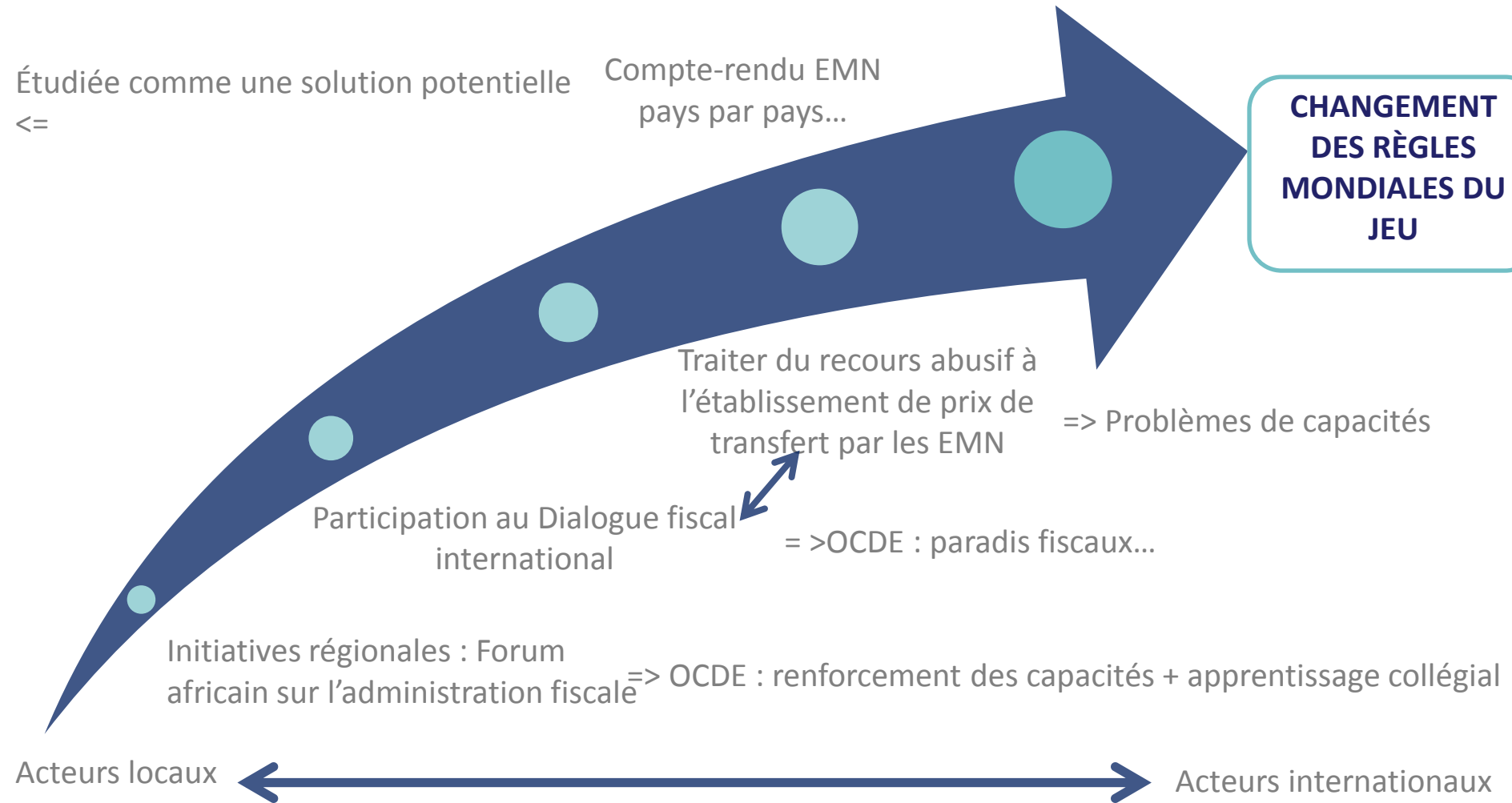


# L'APD joue globalement un rôle marginal ...

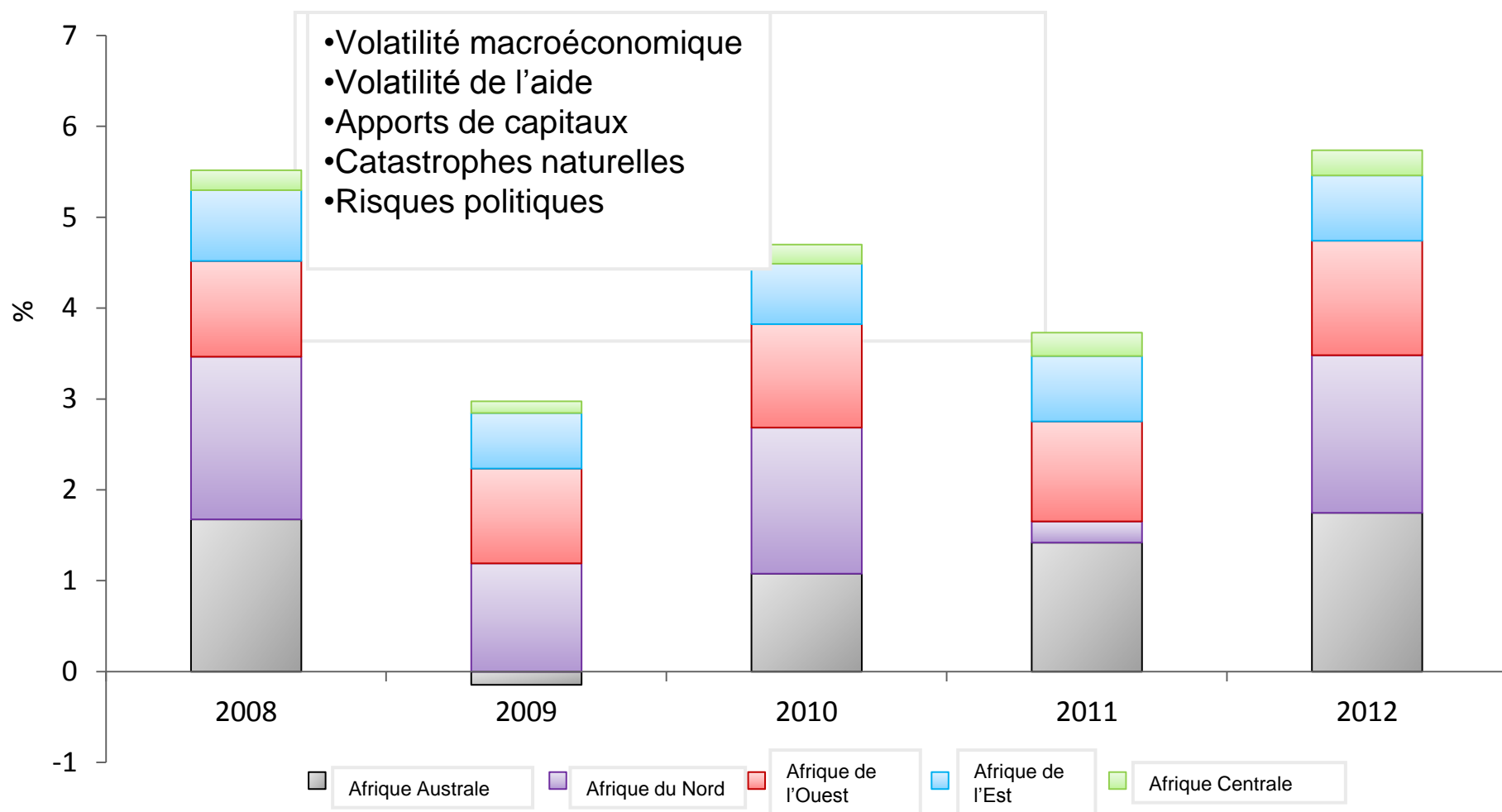
APD et recettes fiscales en pourcentage du PIB en Afrique (pondérée)



# L'Afrique doit faire entendre sa voix à l'échelle internationale




# Perspectives économiques et risques politiques





# 1. Moteurs de la croissance

## Internes

- Demande intérieure des consommateurs 
- Bonnes politiques macroéconomiques et bonne gestion

## Externes

- Cours des matières premières 
- Prix des exportations agricoles 

### 3. Comment améliorer la gestion des risques dans le budget?

4 règles  
fondamentales  
: les risques  
budgétaires  
devraient être

Identifiés et  
divulgués

Atténués de  
manière rentable

Gérés dans un  
cadre juridique et  
administratif clair

Systématiquement  
incorporés dans  
l'analyse fiscale et  
le processus  
budgétaire